

La réforme de la voie pro, alors ça donne quoi sur le terrain ?

Il y a trois ans nous dénoncions la réforme Blanquer de la voie professionnelle, une réforme austéritaire, ultralibérale, attaquant les statuts des personnels, dégradant leurs conditions de travail. Malheureusement, et une fois de plus, nous avons vu juste. Les horaires disciplinaires ont diminué, notamment pour l'enseignement général. La co-intervention est imposée, sans temps de concertation prévue. Dans les bahuts, si nous ne sommes pas opposé·es au principe de co-enseignement (au contraire !), force est de constater que ça patauge...

Comment proposer un enseignement pluridisciplinaire de qualité sans temps de concertation entre collègues ? Comment proposer aux élèves des heures de co-intervention intéressantes alors que nous ne choisissons même pas nos partenaires respectifs ? Le décroisement et les initiatives pluridisciplinaires doivent être une volonté des enseignants eux-même, ici il s'agit essentiellement d'un « gadget » afin de faire passer la fameuse pilule du management néo-libéral : faire toujours plus avec toujours beaucoup moins. Et si vous n'êtes pas content.es : allez voir ailleurs, démissionnez, ainsi la baisse du nombre de fonctionnaires peut- se faire d'elle même. Et ne parlons même pas des cours d'orientation qui bouffent des heures. N'est-ce pas pas le job des Psy-En ?

Sans parler du « chef-d'œuvre », terme pompeux emprunté par Blanquer et sa clique à l'âge doré du compagnonnage, cela s'avère être une véritable usine à gaz sans but réel, mis à part la casse brutal du lycée pro... Moins d'heures pour se former à une spécialité avec les « familles de métiers », moins d'heures disciplinaires tout court, c'est moins de savoirs et moins de savoir-faire pour les élèves.

N'oublions pas que les élèves de bac pro sont les premières victimes de Parcoursup, et que les LP sont sortis du dispositif d'éducation prioritaire ! Une fois de plus ce gouvernement s'attaque aux classes les plus fragiles et les plus pauvres : les enfants des prolétaires, triés, stigmatisés, attaqués pour devenir, au mieux la future chaire à patrons qui sont si chers à Macron !

Blanquer met à mal le lycée pro tout en caressant l'apprentissage dans le sens du poil. Filière aujourd'hui la plus ségrégative socialement, qui laisse chaque année des milliers de jeunes sur le carreau. L'objectif du ministère c'est la « mixité » au sein des classes (nous ne parlons pas ici de mixité de genre, ni de mixité sociale mais d'une volonté de mélanger dans les classes les lycéen·nes et des apprenti·es !) : soyons vigilant·es car cela renvoie à la casse du statut et à l'annualisation du temps de travail ! La réaction des personnels de LP a été trop timide jusqu'à présent. Il est impératif de faire reculer Blanquer et ses réformes (réforme de la voie pro, réforme du lycée...).

Travailleur·euses des lycées pro, nous ne sommes pas là pour former de simples exécutant·es, nous sommes là pour former à l'esprit critique, à l'expression d'une sensibilité. Les LP, comme l'École en général doit être un lieu d'émancipation. Pour nous l'École, de la maternelle à l'université, doit absolument former les adultes de demain aux univers professionnels, tout comme elle doit donner à tous·tes les « humanités » dont ils et elles ont besoins !

La CNT-SO revendique :

- l'abrogation de la réforme de la voie pro;
- un plan d'urgence dans l'éducation : baisse des effectifs, ouvertures d'établissements, hausse des salaires de l'ensemble des personnels, embauche massive de personnels, la fin des statuts précaires par la titularisation;

- le maintien et le renforcement de l'éducation prioritaire, en y intégrant les lycées
- notre projet à terme est révolutionnaire et cela commence par l'École dès le plus jeune âge : n'autre école se veut « polytechnique » c'est à dire que nous voulons donner aux élèves la possibilité de s'épanouir dans les savoirs, les savoir faire et les arts. Il est injuste que ce soit toujours les même qu'on envoie dans des « voies de garage » parce qu'ils ne seraient pas fait pour l'école : c'est plutôt l'école bourgeoise, celle du tri social, qui ne veut pas d'eux !

PFMP : attention, danger !

Le ministre pourrait bien succomber aux sirènes de l'inspection générale et du patronat, en attaquant, une fois de plus, les personnels des LP. Au début de l'année 2021, l'inspection générale se plaignait dans un rapport que les enseignant·es ne s'investissaient pas assez dans la préparation et le suivi des PFMP (on trouve dans ce rapport de jolis graphiques, intitulés par exemple « Degré d'implication des acteurs dans le suivi des élèves en PFMP », des phrases comme « L'implication du professeur d'enseignement général tout comme celle de l'ensemble de l'équipe pédagogique est moins évidente »). Il faudrait substituer aux conventions des contrats dictés par les entreprises, celles-ci attesteraient ou non de la réussite de l'élève. La suite, si on les laisse faire : dérégulation des périodes de stage avec des «départs différés au sein d'une même classe ». Il peut par exemple être envisagé « une période de deux semaines de PFMP pour une moitié de la classe alors que l'autre moitié suit des cours normalement, une rotation ayant lieu à l'issue de ces deux semaines. » Et comment on organise tout ça en interne ? Avec la casse des statuts et l'annualisation des temps de travail des personnels...

Alors, mesdames et messieurs haut placé·es, nous vous affirmons que les équipes pédagogiques sont investies, très investies même ! Et qu'elles seront également déterminées à défendre leurs conditions de travail ! C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !